



Faciliter l'inclusion financière des femmes rurales micro-entrepreneurs au Bénin

Par Rose Fiamohe, Sènakpon F. A. Dedehouanou, Nabilatou A. O. Bouraïma, A. Ella F. Djo, Noudéhouénon Honoré Djossou Hounton, Arnaud W. S. A. Djidonou

Messages clés

Les mesures suivantes permettraient d'augmenter l'efficacité des programmes de microfinancement visant à promouvoir l'inclusion financière et le développement entrepreneurial des femmes rurales au Bénin :

- Prendre en compte les différences en termes d'âge, de niveau d'éducation et d'activité des bénéficiaires.
- Augmenter la flexibilité des conditions de financement à l'image de celles qui prévalent dans le contexte informel des réseaux sociaux.
- Favoriser l'accès au financement formel pour les microentreprises accoutumées au crédit informel, ayant au moins 10 ans d'existence, employant des salariés, et/ou dont l'activité présente un fort potentiel de croissance.



Image : Arne Hoel / World Bank

La majorité des promotrices de microentreprises rurales au Bénin sont victimes d'exclusion financière

Au Bénin, près de 65% des femmes sont des promotrices de microentreprises rurales diversifiées. La majorité d'entre elles sont toutefois victimes d'exclusion financière. De nombreux programmes du gouvernement et des institutions financières tentent d'y remédier. L'opérationnalisation de la plupart des programmes de financement a été marquée par de nombreux impayés, suggérant ainsi la faible productivité des microentreprises financées. Cela contribue nécessairement à ralentir les efforts en cours, tel que ceux déployés dans le cadre du programme « Microcrédit Alafia ». Les programmes de financement ciblant les femmes entrepreneures rurales ne pourront donc être

une solution durable que si les microentreprises bénéficiaires s'avèrent suffisamment performantes pour rembourser les crédits octroyés.

En vue de renseigner les choix de politiques en matière d'inclusion financière au Bénin, **une équipe de chercheurs de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC) a analysé l'impact de différents types de financement sur la performance des microentreprises.**

Sur la base de ces résultats, l'équipe propose différentes options susceptibles d'augmenter le rendement des microentreprises dirigées par les femmes rurales.



Options de politique

Ce tableau présente les caractéristiques des options de politique alternatives, comparées au programme en cours (Microcrédit Alafia).

Caractéristiques	A - MICROCRÉDIT ALAFIA À taux réduit	B - MICROCRÉDIT PLUS FLEXIBLE apparenté au financement informel	C - MICROCRÉDIT PLUS FORMEL Conditions de financement formel supérieur à Microcrédit Alafia
Taux d'intérêt	4%	Taux < 4%	Taux >= 4%
Montant du microcrédit à octroyer	30000-100000 FCFA	Selon le montant demandé	Montant > 100000 FCFA
Délai de remboursement	6 mois	> 6 mois	6 mois ou selon le montant demandé
Types d'activités ciblées	Le commerce en majorité	Commerce, transformation de produits agricoles et autres activités	Microentreprises à fort potentiel de croissance + au moins 10 ans
Bénéficiaires ciblées	Tout demandeur remplissant les conditions d'octroi	Femmes rurales adultes (> 29 ans), appartenant à un réseau social, avec niveau d'éducation primaire	Femmes rurales expérimentées à l'usage du financement informel

Sources : Résultats de recherche et Fonds National de la Microfinance (FNM)

Evaluation des options alternatives

L'évaluation des options a été faite suivant différents critères, liés aux objectifs du gouvernement :

- Efficacité - atteindre un nombre ciblé de femmes rurales entrepreneures sur un horizon donné : Option B permet d'atteindre jusqu'à 74% de la population cible, tandis que l'Option A (programme en cours) permet d'en atteindre 65%.
- Équité : Option B permet d'inclure des groupes d'entrepreneures rurales plus hétérogènes
- Coût : Option C est la plus efficace, vu l'expérience et le potentiel des bénéficiaires cibles.
- Durabilité : À court/moyen termes, l'Option C engendrerait une minimisation du taux d'impayés car le profit/revenu de ces femmes augmenterait pour rembourser le financement. A long terme, cette option améliorerait leur capacité à s'autofinancer ; ce qui permettrait la disponibilité de lignes de crédit additionnel à rediriger vers d'autres entrepreneures rurales (tableau coût-bénéfice sur la page 3).

Cout-bénéfice des options alternatives de promotion de microcrédit

Critères d'évaluation	A - MICROCRÉDIT ALAFIA À taux réduit	B - MICROCRÉDIT PLUS FLEXIBLE apparenté au financement informel	C - MICROCRÉDIT PLUS FORMEL Conditions de financement formel supérieur à Microcrédit Alafia
Efficacité	Accès au financement de 50%-65% de femmes rurales entrepreneurs	Accès au financement de 34%-74% de femmes rurales entrepreneurs.	Accès au financement de 10%-27% de femmes rurales entrepreneurs
Équité	Inclusion financière de femmes commerçantes en majorité	Inclusion financière de femmes rurales adultes entrepreneurs, particulièrement en transformation de produits agricoles, en commerce et autres activités.	Plus d'inclusion financière de femmes rurales exerçant des activités existant depuis 10 ans ou utilisant des salariés
Coûts (FCFA) ¹	Montant à placer en moyenne : 32 milliards	Montant à placer en moyenne : 30 milliards	Montant à placer en moyenne : >34 milliards
Bénéfices (et ratio coût-bénéfice)	<ul style="list-style-type: none"> Gain résultant de l'application du taux de 4% : 1296 millions FCFA Rapport B/C = 1,04 	<ul style="list-style-type: none"> Gain résultant de l'application de taux < 4% : < 1217 millions FCFA Rapport B/C < 1,04 	<ul style="list-style-type: none"> Gain résultant de l'application de taux > 4% : > 1390 millions FCFA Rapport B/C > 1,13
Autres gains (qualitatifs)	N/A	<ul style="list-style-type: none"> Réduction du taux d'impayés Capacité des femmes rurales de s'autofinancer Disponibilité de lignes de crédit additionnel à rediriger ailleurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Réduction du taux d'impayés Capacité des femmes rurales de s'autofinancer Disponibilité de lignes de crédit additionnel à rediriger ailleurs.

¹ Investissement du gouvernement à travers le FNM. – i.e. montants à mettre à la disposition des systèmes financiers décentralisés (qui sont en collaboration avec le FNM dans le programme de micro crédit).

NB : A la date du 30 juin 2019, le nombre de bénéficiaires était de 1,644,850, pour un montant placé de 56 milliards FCFA, sur tout le territoire du Bénin. Les pourcentages indiqués dans le tableau sont appliqués à ces statistiques pour obtenir les montants de coûts et de bénéfices.

Sources : Résultats de recherche ; Rapport d'activité 2ème trimestre 2019 du FNM et FNM (2021), site web accédé le 09 janvier 2021.

Les résultats de l'étude scientifique des chercheurs de l'UAC renseignent notamment sur la performance des options B et C (i.e. alternatives au programme en cours).

Le financement informel est plus bénéfique que le financement formel pour certaines catégories de microentreprises dirigées par des femmes rurales :

- Pour 1 FCFA de vente, les microentreprises qui obtiennent du financement informel génèrent environ 0,19 à 0,28 FCFA en bénéfices supplémentaires (vs celles ayant du financement formel).
- Parmi les microentreprises financées par les réseaux sociaux, les bénéfices supplémentaires résultant d'1 FCFA de vente sont relativement plus élevés pour les femmes commerçantes (0,27 FCFA), les femmes plus matures (0,34 FCFA) et les femmes éduquées (0,52 FCFA).

Le passage au microcrédit formel profiterait aux femmes rurales gérant des microentreprises ayant un potentiel de croissance et fonctionnant déjà sur la base du financement par les réseaux sociaux :

- Les microentreprises les plus rentables sont celles qui existent depuis plus de dix ans et ayant des employés.
- Les bénéfices résultant d'1 FCFA de vente de ces microentreprises augmentent respectivement de 0,16 FCFA (+ de 10 ans) et 0,13 FCFA (avec employés) lorsqu'elles passent du financement informel (provenant des réseaux sociaux) au microcrédit formel.



Images : Karim Bridger for USAID

Conclusions et implications de politiques

Il y a encore place à étendre les efforts du gouvernement pour atteindre les objectifs d'inclusion financière et de croissance des microentreprises liées au développement rural, notamment à l'endroit de femmes entrepreneurs rurales.

Afin de faire face aux problèmes susceptibles de limiter ou nuire à l'atteinte de ces objectifs dans le cadre des programmes de microcrédit du gouvernement, les auteurs de l'étude proposent les recommandations suivantes :

- Prendre en compte, en complément du « Microcrédit Alafia », **les différences en termes d'âge, d'éducation et de type d'activité**, dans l'effort d'extension de l'inclusion financière auprès des entrepreneures rurales.
- **Promouvoir les microcrédits en adéquation avec la performance des microentreprises** portées par des femmes rurales accoutumées au crédit informel et ayant des activités à fort potentiel de croissance.
- **Définir un programme spécifique** de financement aux femmes rurales entrepreneures dans des **conditions similaires à celles qui prévalent dans le contexte du financement informel** basé sur le réseau social, telle que les tontines.

Les auteurs recommandent de **cibler les femmes rurales** présentant notamment les caractéristiques suivantes :

- **Adultes commerçantes, transformatrices de produits agricoles.**
- **Gérant des microentreprises qui existent depuis au moins 10 ans et/ou utilisent des salariés.**



Images (gauche à droite) : Mahamane Toure / IFDC; USAID Food and Enterprise Development Program for Liberia (FED) / Nico Parkinson

Méthodologie de recherche

Le projet d'étude PMMA-20396 visait à analyser **l'impact de différentes options de financement prévalant en milieu rural au Bénin sur les performances économiques des microentreprises dirigées par des femmes rurales.**

Le travail de recherche s'est basé sur **l'hypothèse** que des différences de genre existent dans l'accès au financement selon les types de financement et les secteurs d'activité, mais aussi selon les caractéristiques socioéconomiques des femmes rurales entrepreneures.

L'analyse a été réalisée auprès d'un **échantillon** de 3949 microentreprises rurales ayant recours à différents types

de financement. Les **données** sont issues de l'enquête multi-thème « Plans Fonciers Ruraux d'Evaluation d'Impact 2011 » de la Banque mondiale ayant porté sur un échantillon représentatif de ménages des zones rurales du Bénin.

Quatre **types de financement** ont été identifiés, à savoir : l'autofinancement, le financement basé sur le crédit formel, le financement provenant du réseau social, et le financement provenant d'autres organisations.

La **performance** des microentreprises a été évaluée par la marge bénéficiaire calculée en divisant le bénéfice par la valeur totale des ventes de la microentreprise.



Canada

Ce document présente une synthèse des résultats d'un projet soutenu par le PEP dans le cadre du programme PAGE II (2016-2021), en appui aux initiatives et capacités locales pour l'analyse de politiques liées à la croissance, l'emploi et l'égalité des genres dans les pays en développement.

Le projet de recherche **PMMA-20396** a été financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. Pour plus d'information sur les résultats scientifiques de l'étude, veuillez consulter le cahier de recherche correspondant de la série **PEP working papers**.

Les avis et recommandations exprimés dans cette publication sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux du PEP.